

# Un appel du Front Syndical de Classe

dimanche 21 mars 2010

## Le pouvoir ne cédera que face à une convergence des luttes populaires d'une ampleur exceptionnelle

Il y a dix huit mois, la plus grosse crise du système capitaliste s'abattait sur la planète. Depuis, le chômage, la précarité, la misère frappent des centaines de millions d'êtres humains supplémentaires. Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde. A l'échelle planétaire, il y avait 700 milliardaires début 2009, un an plus tard il y en a 1100. En France, la presse patronale se réjouit : le CAC40 tient bon, 47 milliards de profits cumulés en 2009 dont 11 milliards pour les banques et assurances, les quatre grandes banques distribuent au titre des résultats 2009 deux milliards d'euros à quelques «traders », les patrons du CAC battent tous les records de salaire...

Pourtant, en France comme en Europe, le capital et ses gouvernements prennent prétexte de leur « crise » et des déficits publics creusés à coup de subventions et d'exonérations au profit des grandes entreprises pour lancer une nouvelle offensive anti-sociale. Au programme : le démantèlement progressif des systèmes de Sécurité Sociale et de retraites, la diminution drastique des salaires, la mise en place de nouvelles taxes, et l'attaque contre le Code du travail. En Grèce ou au Portugal, ces plans sont déjà en partie rendus publics, en France, ils vont l'être une fois passé le choc des élections régionales.

Ces mesures sont présentées comme liées à la crise mais elles ne sont que l'étape supplémentaire d'une **longue suite de régressions sociales, toutes programmées depuis des années au plus haut niveau de l'UE et appliquées sans réelle différence par la vraie droite (Aznar, Sarkozy, Berlusconi, Merkel...) et la fausse gauche sociale-démocrate (Delors, Jospin, Zapatero, Papandréou...)**. C'est ainsi que la nouvelle attaque en préparation contre les retraites en France, a été planifiée au sommet de Barcelone de 2002 où **Chirac et Jospin** signaient avec le même stylo le recul de 5 ans de l'âge de la retraite dans toute l'UE.

Dans ce contexte où la classe dominante impose aux peuples une régression sans limite au nom du profit maximum et de la « concurrence libre et non faussée », les peuples grondent et engagent des luttes de résistance un peu partout en Europe (Grèce, Espagne, Italie, Portugal..) et dans notre pays où le pouvoir est désormais ultra-minoritaire (rien que pour les dernières semaines : hôpitaux, justice, éducation, Renault, Cat, Ikea, Total, Navale Saint-Nazaire, SNCF,...).

En France, cela fait d'ailleurs des années maintenant que des mouvements sociaux de grande ampleur se développent : 2003, 2005, 2006, 2009... Mais ils ne parviennent pas, malgré l'ampleur des mobilisations, à déboucher sur un rapport de force contraignant le pouvoir à reculer.

## Pourquoi ?

Il faut se tourner vers ceux qui ont la responsabilité de la direction des luttes et qui prétendent incarner le syndicalisme français ou le syndicalisme européen.

*Concernant ce dernier, la Confédération Européenne des Syndicats (CES), financée largement par l'Union Européenne, ne fait pas mystère de sa ligne de conduite : la société n'est pas divisée en classe mais en groupes divers entre lesquels il faut assurer l'harmonie par le dialogue entre « partenaires sociaux » permettant de construire un capitalisme à visage humain basé sur la régulation des marchés.*

Refusant le rapport de force, elle a accompagné toutes les régressions au cœur du projet européen depuis des décennies (Constitution européenne, stratégie de Lisbonne...), mettant en avant des « revendications » compatibles avec les intérêts du patronat. Désormais, John Monks, secrétaire général de la CES, explique que les syndicats doivent inscrire sur leurs bannières : « sauver le capitalisme de lui-même » (voir en particulier sa participation aux colloques « nouveau monde, nouveau capitalisme » initiés par Sarkozy). La CES est par ailleurs devenue la branche Europe de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) née en 2006 de la fusion de la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres mise en place par la CIA) et la CMT (Confédération Mondiale du Travail créée par le Vatican au début des années 20 pour s'opposer au syndicalisme rouge).

En France, les directions des 5 confédérations non seulement appartiennent toutes à la CES mais participent activement à sa direction. C'est ainsi que Joël Decaillon (ancien secrétaire de la fédération CGT des transports, membre de la Commission exécutive de la CGT et responsable de l'activité Europe et Internationale de la CGT) est aujourd'hui le secrétaire général adjoint de la CES. On trouve ici la véritable nature du syndicalisme rassemblé dont se réclament les états-majors syndicaux : non pas un syndicalisme rassemblé à la base autour des revendications et des intérêts des travailleurs, **mais un syndicalisme rassemblé au sommet dans l'accompagnement du système capitaliste**. Ce cartel de directions syndicales nationales mène depuis des années les mobilisations populaires dans l'impasse par les mots d'ordre qu'elles diffusent et par la tactique qu'elles définissent. C'est ainsi qu'on assiste année après année à la même suite de journées d'action dispersées comme ce fut encore le cas en 2009 et comme on s'apprête à le revivre en 2010 si on laisse à Chérèque et à ses alliés le soin de diriger les luttes populaires.

Mais il ne s'agit pas seulement de constater que ces forces sont incapables d'organiser la résistance populaire. Agissant activement pour empêcher le développement de la lutte de classe et la construction d'un rapport de force victorieux, les états-majors syndicaux tournent le dos aux intérêts du peuple et diffusent en permanence le venin du renoncement et de la cogestion.

Dans notre pays, des milliers de militants, a priori d'excellents camarades, passent leur temps dans toutes les instances dites paritaires et sont convaincus qu'ils y sont plus utiles que sur le tas à aider aux développements des luttes. Comme l'expliquait Henri Krasuki dans les réunions de militants, le meilleur des militants, celui qui par le verbe est capable de faire pleurer une bordure de trottoir, ne ramènera jamais un centime de sa plaidoirie sans le poids des travailleurs. Il faut en finir d'appeler les syndicats et les patrons des partenaires sociaux.

Entre les milliardaires du CAC 40 et le monde de travail, il n'y a pas de partenariat mais des rapports de classe. Dans la situation où se trouve le peuple, toute attitude ou comportement qui laisse penser que l'on peut par des heures de réunion obtenir la moindre concession est une tromperie.

A l'inverse, les travailleurs doivent renforcer les forces qui luttent sur des positions de classe, développer les liens entre entreprises, entre secteurs et mettre en débat la seule issue victorieuse : le tous ensemble en même temps bloquant les profits capitalistes. Dans le même temps, à la politique de régression généralisée impulsée dans et par l'UE doit répondre l'union de combat des peuples en vue de la faire échouer.

Pour atteindre ces objectifs vitaux, il faudra mener à son terme le combat contre les auxiliaires du Capital au sein du mouvement syndical, contre les forces « du partenariat social » et du « réformisme ».

Le Front Syndical appelle les syndicats et les travailleurs à construire une coordination des forces sur des positions de classe au niveau national, et au niveau international à travers la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) qui regroupe des dizaines de millions d'adhérents sur des bases de classe et de masse, en Amérique Latine, en Asie ou en Europe comme en Grèce avec le PAME.

FSC, 21 mars 2010

**De : Bernard Gensane**

**dimanche 21 mars 2010**